

Faen infos

Éditorial

Budgets et conditions de rentrée



Les conditions de cette rentrée portent l'empreinte des 13 500 fermetures de postes du budget 2009 : effectifs des classes en hausse, davantage de postes non pourvus qu'en 2008, etc.

Et les problèmes les plus importants restent à venir comme celui du remplacement des personnels absents. Plus de TZR affectés sur postes, donc moins de TZR disponibles pour les remplacements. Plus les conditions se durcissent et plus la pression exercée sur les personnels, de toutes catégories, est forte.

Compte-tenu de ces constats, nous ne pouvons que nous sentir directement concernés par les 16 000 fermetures de postes prévues au projet de budget 2010.

C'est pourquoi le "groupe des 25", organisations (fédérations de personnels de l'Éducation nationale, FCPE, syndicats étudiants et lycéens, associations pédagogiques et éducatives) **s'est réuni le jeudi 3 septembre.**

Il a dressé un tout premier bilan de la rentrée et surtout examiné les conséquences qu'aurait le projet de budget 2010 pour l'éducation s'il était appliqué.

Vous trouverez en [page 2](#) le texte de la "déclaration commune" élaborée au cours de cette réunion et signée par la FAEN.

Cette "déclaration commune" a été adressée au ministre et à la presse le vendredi 4 septembre.

Les 25 organisations se réuniront à nouveau à la fin du mois de septembre pour faire le point sur les réponses que le ministre et le gouvernement auront, ou non, apporté à nos demandes.

Marc GENIEZ

Usage du téléphone portable



Un lycée de Rochefort (Charente-Maritime) a décidé l'interdiction du téléphone portable dans toute l'enceinte de l'établissement à la rentrée 2009, afin de protéger le droit à l'image des élèves aussi bien que celui des professeurs.

Les élèves peuvent apporter leur téléphone portable à l'intérieur de l'établissement, à condition qu'il soit éteint et qu'il reste « au fond du cartable ». Ils peuvent toutefois téléphoner pendant les interclasses à l'extérieur de la cour du lycée, puisqu'ils ont le droit de sortir de l'établissement.

La mesure concerne également le personnel du lycée et a fait l'objet d'une **modification du règlement intérieur.**

Observation de la grippe



Un réseau d'alerte précoce de la grippe a été créé en 1984 afin d'informer médecins et soignants sur la circulation des virus grippaux et d'autres agents infectieux respiratoires, surveiller le début et l'évolution des épidémies, surveiller l'adéquation de la composition vaccinale aux virus, confronter en temps réel les données virologiques ainsi que sanitaires.

Ces "Groupes Régionaux d'Observation de la Grippe" (GROG) sont structurés dans 21 régions métropolitaines sur 22 ainsi qu'à la Réunion. Ils disposent de nombreuses "vigies".

C'est bien connu : rien de tel qu'un bon GROG pour combattre la grippe, à condition de consommer avec modération, bien sûr.



Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

En 2007, 22 073 dossiers ont été déposés par des candidats à l'obtention d'un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique de l'Éducation nationale par la VAE (soit 1% de moins que l'année précédente).



13 750 candidats ont obtenu un diplôme complet, soit plus de 60%.

Un tiers des candidats recherche un BTS et l'obtient en entier dans 59% des cas, et plus de 70% des candidats à un CAP par la VAE obtiennent l'intégralité du diplôme.

Dans le supérieur, le nombre total de validations délivrées au titre de la VAE s'est remis à progresser après un tassement observé en 2006 (13,3% en 2007 contre -3,5% en 2006).

Dans le contexte du LMD, les masters restent en tête des diplômes les plus recherchés en VAE, avant la licence professionnelle.

La VAE pour accéder à une formation, qui enregistrait une diminution depuis 2003, est depuis 2007 en légère augmentation.

Déclaration commune

www.unecole-votreavenir.org



Paris, le 4 septembre 2009

**Oui, Monsieur le ministre :
un pays qui croit en son avenir est un pays
qui investit dans l'éducation !**

Nous constatons en cette rentrée 2009 les graves conséquences de la crise financière et économique en France. **La hausse exceptionnelle du chômage et de la précarité accompagnée d'un désengagement progressif de l'État vis-à-vis des services publics provoquent une véritable crise sociale.**

Dans un tel contexte, un grand service public laïque d'éducation est une chance. Pourtant, il est victime de la **politique dangereuse du gouvernement** : l'appauvrissement de l'École, la suppression de 50 000 postes dans l'Éducation nationale depuis 2002, la suppression de la carte scolaire, l'abandon de l'Éducation prioritaire, les menaces sur la maternelle... accentuent inlassablement les inégalités dans notre société et font peser sur les collectivités territoriales des obligations qui relèvent de l'État.

Les organisations signataires ne peuvent accepter la programmation de 16 000 suppressions supplémentaires à la rentrée 2010. Elles demandent un changement conséquent de la politique de l'emploi public avec un arrêt des suppressions de postes et la mise en place d'un plan pluriannuel de recrutement, mais aussi l'abandon de la politique menée vis-à-vis de la carte scolaire.

Les affirmations sur la nécessité d'investir dans l'Éducation et de réduire les inégalités doivent se traduire par des décisions en rupture avec les politiques menées ces dernières années.

Après deux années durant lesquelles l'École a été brutalisée, il est temps de renouer un réel dialogue constructif avec l'ensemble de la communauté éducative pour une école qui assure la réussite de tous et connaisse une nouvelle vague de démocratisa-



tion. Cela signifie qu'il faut traiter de façon ambitieuse la préparation du budget 2010, la formation des enseignants, les remplacements, la place de l'école maternelle, primaire et du collège, les programmes et les pratiques, le rôle des associations complémentaires... L'orientation scolaire doit être un levier pour la **réussite des jeunes** via un service public d'orientation de l'Éducation nationale doté de moyens importants et de personnels qualifiés.

Tous ces dossiers doivent être ré-ouverts.

Ainsi le processus de réforme du Lycée doit être relancé sans précipitation. Le calendrier fixé par le ministre est trop court pour construire la réforme ambitieuse que la communauté éducative attend, d'autant plus indispensable que la société est en crise.

Alors que Luc Chatel affirme agir dans « un esprit de dialogue et de concertation » les organisations signataires de cet appel, lui demandent d'ouvrir dès la mi-septembre **4 chantiers de réflexion et de travail** sur :

- l'accès et la réussite d'un plus grand nombre de jeunes au lycée et l'orientation scolaire;
- des contenus et des pratiques pour une nouvelle vague de démocratisation du lycée;
- un lycée qui ne soit pas seulement un lieu d'étude mais qui soit aussi un véritable lieu de vie et d'apprentissage de la citoyenneté et de l'intégration;
- une réforme qui permette à un maximum de jeunes d'accéder à l'enseignement supérieur et d'y réussir.

Sur tous ces points, les organisations signataires s'adressent solennellement au ministre de l'Éducation nationale pour qu'il entende et mette ses actes en conformité avec ses paroles en donnant sans tarder de premiers signes concrets et en ouvrant les **discussions nécessaires**. Elles se retrouveront à la fin du mois pour faire le point et évaluer la situation et les réponses du ministre.



**Ne rajoutons pas à la crise économique celle
de l'Éducation :
investissons pour elle !**

Liste des premiers signataires :	FCPE	FSU	La Ligue de l'enseignement	UNSA Education	
	CEMEA	GFEN			SGEN-CFDT
	CRAP-Cahiers pédagogiques	ICEM-Pédagogie Freinet			UNEF
	FAEN	La JPA			UNL